

Italie. Le tour de vis de la politique migratoire

— Deux ans après son élection, Giorgia Meloni a multiplié les mesures drastiques, avec des résultats mitigés.

« Ces accords favorisent le trafic des passeurs et augmentent les tensions dans les pays de transit. »

Rome (Italie)
De notre correspondante

En 2022, la cheffe du parti post-fasciste, Fratelli d'Italia, avait mené une campagne électorale capitalisant sur la peur des Italiens liée à l'immigration. Elle promettait un blocus naval pour stopper les arrivées illégales de migrants et de reprendre le contrôle des frontières.

Une fois au pouvoir, son gouvernement s'en est d'abord pris aux ONG de secours en mer, avec un décret prévoyant la fin des opérations de secours simultanées et l'obligation de rejoindre un port attribué par le ministère de l'intérieur, sous peine d'amendes allant jusqu'à 50 000 € ou de mise à pied des bateaux.

Par la suite, le décret Cutro – non d'une ville de Calabre à proximité de laquelle un bateau avait coulé, faisant au moins 94 morts – a réduit drastiquement l'obtention de la protection spéciale, allongé la durée légale de détention des migrants considérés comme illégaux à 18 mois et élargi la liste des pays dits « sûrs » pour faciliter leur renvoi. Mais, parallèlement, le gouvernement a passé un décret prévoyant l'ouverture de 450 000 titres de séjours aux travailleurs étrangers pour pallier le manque de main-d'œuvre.

C'est surtout en externalisant le traitement des demandes d'asile que Giorgia Meloni entend limiter les départs. En juillet 2023, elle a œuvré pour la signature d'un « partenariat stratégique » entre l'Union européenne et la Tunisie, prévoyant une aide de 105 millions d'euros en échange d'un meilleur contrôle des frontières. Idem avec l'Égypte en mars 2024, et un soutien de plus de 7 milliards d'euros. Un accord, signé cet hiver entre l'Italie et l'Albanie prévoit par ailleurs la création de deux centres de rétention à Tirana des migrants arrivés en Italie dans l'attente d'une réponse à leur demande d'asile.

« Cette politique est paradoxale, analyse [Virginie Collombier](#), coordinatrice de la plateforme Méditerranée à l'université [Luiss](#), à Rome. On annonce une reprise en main des frontières et, en réalité, on délègue leur contrôle aux pays de transit, ce qui nous rend très dépendants de pays autoritaires qui n'hésitent pas à faire du chantage quand ça les arrange. »

Depuis le début de l'année 2024, les arrivées de migrants en Italie ont diminué, tombant à 23 978 contre 56 655 l'an dernier à la même période, selon le ministère de l'intérieur. « Ces accords favorisent le trafic des passeurs et augmentent les tensions dans les pays de transit, alerte [Virginie Collombier](#). Le flux ne s'arrête pas, les réfugiés continuent de vouloir partir et les réseaux s'organisent pour trouver des routes alternatives toujours plus dangereuses. »

Laure Giuilly

